

## Pourquoi l'assainissement et l'approvisionnement en eau sont importants pour la croissance et le développement du Burkina Faso

La présente note d'information destinée au ministère des Finances du Burkina Faso montre que **l'approvisionnement en eau et l'assainissement** sont des questions à traiter d'urgence et que négliger de financer ce secteur coûte au pays une portion notable de son PNB. Des études scientifiques montrent que **l'accès à l'assainissement et à l'eau n'améliore pas seulement la qualité de vie, il apporte aussi des avantages tangibles dans les domaines de la santé, de l'environnement et de l'économie et contribue à la réduction de la pauvreté.** Le taux de rentabilité des investissements pour l'assainissement et l'eau peut dépasser celui des autres dépenses publiques comme celles engagées pour les infrastructures, les transports, la santé ou l'éducation. Bien que les données disponibles soient encore incomplètes, la présente note démontre que même à échelle réduite **le financement de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement rapporte des bénéfices considérables, en termes de santé comme en termes de croissance économique.**

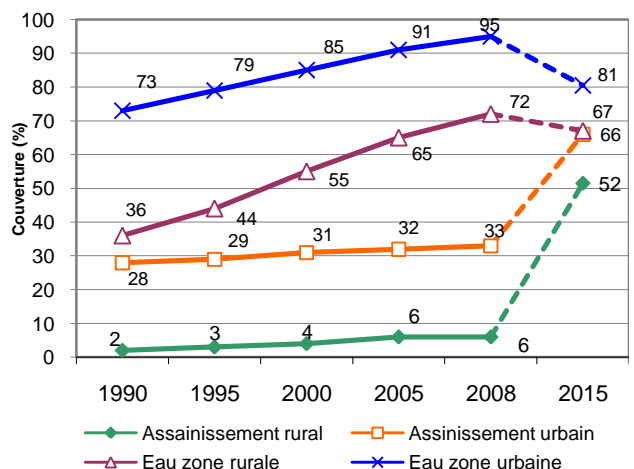
### Assainissement et approvisionnement en eau sont des questions à traiter d'urgence au Burkina Faso

Selon les données recueillies par le Programme commun OMS/UNICEF (JMP)<sup>a</sup> de surveillance de l'eau et de l'assainissement, le Burkina Faso n'est pas sur la voie d'atteindre la cible des OMD concernant l'assainissement<sup>b</sup>; sur la base des chiffres de couverture les plus récents de 2008<sup>1</sup>, **le Burkina Faso a sept ans pour faire passer la couverture d'assainissement de 33 à 66 % dans les zones urbaines (57 % de la cible nationale) et de 6 à 52 % dans les zones rurales (54 % de la cible nationale).** Le Programme commun ne comptabilise pas les «installations partagées» comme des réalisations effectives même si elles représentent une technologie acceptable; si ce type d'installations est accepté comme fournissant un accès à un assainissement sûr et pratique, on peut alors estimer que 20 % de plus de la population urbaine et 7 % de la population rurale sont couverts et que le Burkina Faso a une meilleure possibilité d'atteindre la cible des OMD pour l'assainissement en milieu urbain.

Cependant, **même si le Burkina Faso atteint les cibles des OMD dans les zones rurales et urbaines, 48 % de la population rurale et 34 % de la population urbaine resteraient encore privées d'un assainissement amélioré.**

Par contraste, l'accès à l'eau potable est en voie d'atteindre la cible des OMD dans les zones urbaines et dans les zones rurales pour lesquelles la cible nationale fixée à 80 % est supérieure. Cependant, Même si le Burkina Faso atteint ses cibles dans les zones rurales, 20 % de sa population rurale sera toujours privée d'un accès amélioré à l'eau potable.

### *Progrès accomplis en 1990-2008 par le Burkina Faso sur les OMD pour l'assainissement et l'eau et progrès restants à réaliser.*



<sup>a</sup> Les données du Programme conjoint de surveillance (JMP) sont présentées comme reflétant le suivi des OMD au niveau mondial et des définitions standardisées, bien qu'il soit admis que chaque pays a ses propres cibles et ses données spécifiques.

<sup>b</sup> La ventilation entre cibles en zones rurales et cibles en zones urbaines ne présente pas des données officielles du Programme conjoint de surveillance mais indique les progrès qui sont nécessaires dans les deux domaines pour atteindre la cible globale définie pour les OMD.

**Au Burkina Faso, une augmentation importante des investissements est nécessaire pour atteindre les OMD sur l'assainissement et l'eau.**

## Les sommes dépensées pour l'assainissement et l'eau rapportent des dividendes

En fonction des coûts moyens de l'installation de latrines et d'équipements d'adduction d'eau<sup>c</sup>, on estime que le Burkina Faso a besoin d'investir **un total de 460 milliards de Francs CFA – l'équivalent de 1 milliard de dollars – pour atteindre les cibles des OMD sur l'assainissement et l'eau, dont 420 milliards de Francs CFA (900 millions de dollars) pour l'assainissement<sup>2</sup>** ; ce qui équivaut approximativement à 30 000 Francs CFA (66 dollars) par habitant sur une période de 10 ans ou 3000 Francs CFA (6,6 dollars) par habitant et par an<sup>d</sup>.

Les besoins en investissements du Burkina Faso sont importants, particulièrement si on les compare aux dépenses actuellement engagées. Le Burkina Faso devra accroître considérablement ses investissements afin d'améliorer l'assainissement. Il faudra pour atteindre la cible des OMD sur l'eau continuer à investir pour entretenir, faire fonctionner et renouveler les équipements existants ; cependant il est important de noter que **les investissements dans l'approvisionnement en eau et dans l'assainissement ne permettent pas seulement de fournir des services de base, ils apportent aussi des avantages bien au-delà de ce seul secteur**. Les investissements dans l'assainissement et l'eau sont en fait des investissements pour la santé, l'éducation, l'environnement et la réduction de la pauvreté.

### Négliger d'investir peut se révéler très coûteux à long terme

Les recherches économiques sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement ne sont pas nombreuses et des chiffres doivent donc être tirés de l'expérience d'autres pays. Une analyse environnementale de pays effectuée au Ghana par la Banque mondiale a montré que le coût sanitaire des mauvaises conditions d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène était équivalent à **2,1 % du Produit national brut (PNB) annuel du pays** ; les effets indirects de la malnutrition – auxquels la mauvaise qualité de l'eau et le manque d'assainissement contribuent pour 50 % selon l'OMS – coûtent encore plus que les effets directs et font monter ce total à **5,2 % du PNB annuel du Ghana**. La mortalité infantile contribue de manière importante à ce chiffre ; au Burkina Faso, l'OMS estime qu'en 2004, 21 300 décès d'enfants de moins de cinq ans ont été causés par des affections diarrhéiques. D'autres études montrent que la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement contribuent beaucoup à la malnutrition qui entraîne de plus médiocres résultats scolaires et une plus basse productivité du travail causés par des atteintes aux fonctions cognitives et aux capacités d'apprentissage<sup>3</sup>. Les taux de retard de croissance modéré et sévère et de déficit pondéral se situent à des niveaux élevés au Burkina Faso chez les moins de cinq ans, 36 % et 32 % respectivement<sup>4</sup>.

En plus des évaluations des pertes de productivité dues à la santé et du coût économique de la mortalité associées à la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement, d'autres mesures ont été faites pour des pays autres que le Burkina Faso ; les coûts économiques ainsi évalués comprennent celui du traitement des maladies, celui du temps passé à chercher des sources d'eau potable et un assainissement améliorés et celui de la pollution des eaux. Cette dernière évaluation tient compte du coût du traitement de l'eau, de la sécurisation de son puisage ou de son transport ou de l'accès à des sources d'eau beaucoup plus éloignées.

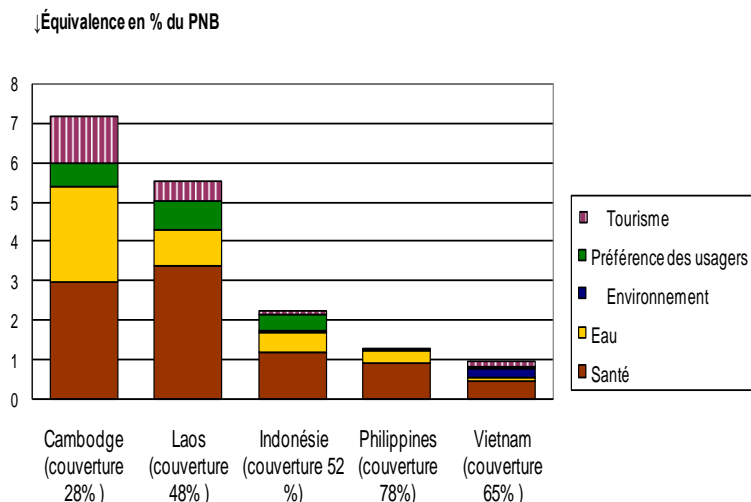
<sup>c</sup> Cette somme est basée sur une estimation mondiale de l'OMS, ventilée au niveau des pays; elle n'est pas très différente de celle de 544 milliards de Francs CFA estimée pour le programme national destiné à atteindre les cibles des OMD (dans les zones rurales : 308 milliards de Francs CFA pour l'eau, 71 milliards pour l'assainissement et 27 milliards de dépenses de soutien. Dans les zones urbaines 87 milliards de Francs CFA pour l'approvisionnement en eau et 51 milliards pour l'assainissement). Il faut cependant noter que les estimations du programme national indiquent des sommes supérieures pour l'eau que pour l'assainissement en comparaison avec l'étude faite au niveau mondial.

<sup>d</sup> Cette somme sera obtenue à partir de diverses sources, les ménages aussi bien que les contributions gouvernementales et celles des bailleurs de fonds. Les budgets doivent aussi prendre en compte les coûts des programmes (mise en place du programme, sensibilisation de la population, suivi, évaluation) qui peuvent représenter des sommes importantes mais qui ont été exclues ici à cause du manque de données disponibles.

**Le coût de l'investissement dans l'assainissement et l'eau est contrebalancé par les avantages induits dans d'autres secteurs.**

Tous les pays n'ont pas eu l'avantage de faire l'objet d'une étude de l'impact économique global d'un mauvais assainissement. Les études de la Banque mondiale pour les pays d'Asie du Sud-est montrent que les coûts entraînés dans les secteurs autres que la santé sont comparables à ces coûts sanitaires et contribuent à hauteur de 9300 Francs CFA (20 dollars) au coût total annuel de 14 800 Francs CFA (32 dollars) par habitant des pertes causées à l'économie du Cambodge, et à 6900 Francs CFA (15 dollars) du total annuel de 15 700 Francs CFA (34 dollars) comptabilisé pour le Laos (voir le graphe). **Ces résultats sont extrêmement alarmants : le total des pertes annuelles causées à l'économie par la mauvaise qualité de l'assainissement est l'équivalent de 7,2 % du PNB du Cambodge et à 5,4 % de celui du Laos** <sup>5</sup>.

*Ce graphique illustre le coût équivalent, en proportion du PNB annuel, du défaut d'investissement dans un assainissement amélioré pour 5 pays d'Asie du Sud-est. (Entre parenthèses, la couverture sanitaire en 2006)* Source : Banque mondiale



En plus des conséquences directes que la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement a pour les ménages, elle a aussi des effets à plus grande échelle. Premièrement, les effets sur les **touristes étrangers** qui choisissent comme destination le Burkina Faso ; deuxièmement sur les affaires et sur les décisions que les **entreprises étrangères** prennent pour décider où investir.

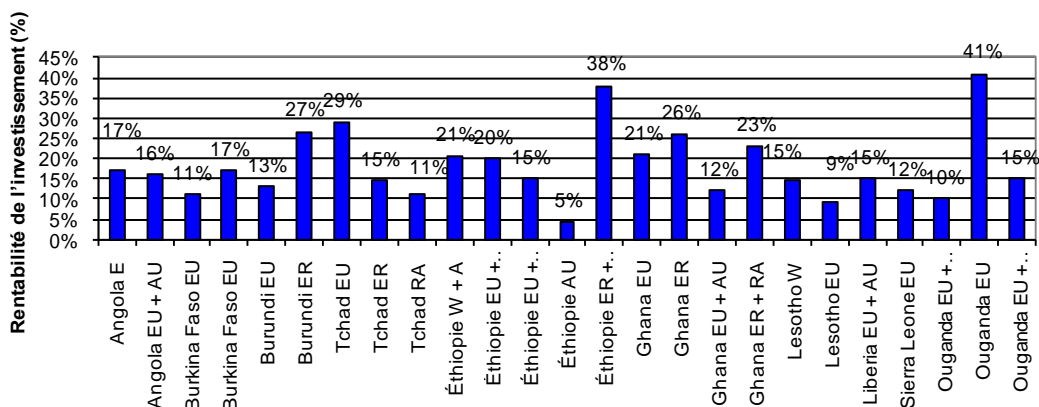
Des études récentes effectuées en Asie indiquent que pour un pays, une mauvaise réputation concernant la qualité de son environnement, particulièrement de la pollution des eaux, et de l'état de santé de sa main-d'œuvre peut influencer sa capacité d'obtenir des ressources en devises et par conséquent freiner sa croissance économique <sup>6</sup>. De plus, à mesure que se font sentir les effets des **changements climatiques** – avec la prévision d'une plus grande fréquence d'événements extrêmes comme des inondations et des sécheresses – il sera encore plus important d'investir dans de solides équipements pour l'assainissement et l'eau afin d'assurer un approvisionnement fiable en eau potable et des systèmes d'assainissement qui ne font pas encore plus appel à des ressources en eau en diminution ou qui contribuent à leur pollution.

### Les services eau et assainissement peuvent procurer une forte rentabilité des investissements

La rentabilité des investissements dans les projets d'équipement pour l'assainissement et l'eau est très favorable. La Banque mondiale a produit deux rapports d'évaluation sur plusieurs projets d'installation de systèmes d'adduction d'eau, l'un concernant Ouagadougou (2001) <sup>7</sup> et l'autre quatre villes (2009) <sup>8</sup> et elle a estimé **leurs taux de rentabilité** à respectivement **11 %** et **17 %**. Les évaluations de projet démontrent également que les projets ruraux dans ce secteur sont également très rentables – au Ghana, la *Millenium Challenge Corporation* a évalué la rentabilité moyenne de 11 projets ruraux d'approvisionnement en eau et d'assainissement à **21 %** <sup>9</sup> ; les taux de rentabilité des seuls projets concernant l'assainissement se montent à **16 %** en Angola, **21 %** en Éthiopie, **11 %** au Tchad et **15 %** en Ouganda (voir les chiffres du tableau ci-dessous).

Les études internationales des **ratios avantages-coûts** des projets pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement estiment leur rentabilité pour l'Afrique – en incluant la valeur des améliorations apportées à la situation sanitaire et celle des économies de temps – à **5,5 %**<sup>10</sup> par unité monétaire, **6,6 %**<sup>11</sup> pour l'assainissement à lui seul. Bien qu'elles démontrent clairement l'intérêt d'investissements accrus pour l'assainissement et l'eau, **ces études sous-estiment en réalité les avantages économiques en ne tenant compte que de la diminution des infections diarrhéiques et en excluant par conséquent les autres bénéfices sanitaires de l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.**

**Le tableau ci-dessous illustre le taux de rentabilité élevé des projets assainissement et au potable.**



Légende : E – Eau, A – Assainissement, R – Zone rurale U – Zone urbaine

Source : Banques de développement

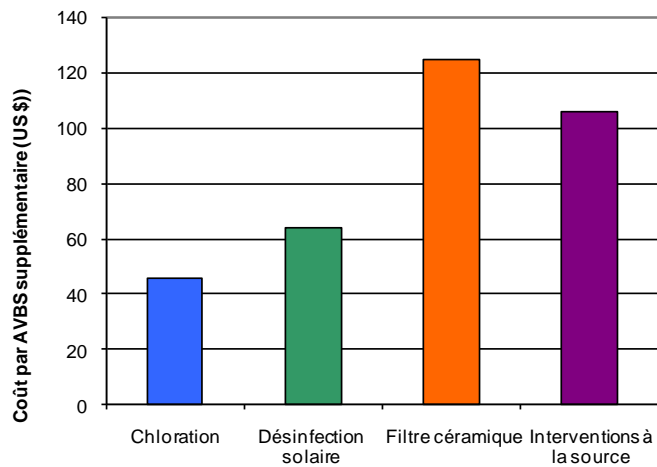
## Les avantages sanitaires des investissements pour l'assainissement et l'eau sont considérables

Si les avantages pour la santé sont évalués en Années de vie en bonne santé (AVBS) – définie comme « une année de vie vécue en parfaite santé » ; ils peuvent être comparés avec d'autres interventions dans le domaine sanitaire<sup>12</sup>. En Afrique, le coût de services de base pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement a été estimé à 510 dollars par Année de vie en bonne santé supplémentaire obtenue<sup>13</sup> ; si on envisage un « traitement de l'eau au point d'utilisation », le coût baisse à 208 dollars par AVBS supplémentaire. Quand un coût par AVBS est inférieur au PNB par habitant d'un pays, **l'intervention est estimée constituer une utilisation rentable des crédits consacrés au budget de la santé. Au Burkina Faso, où le Revenu national brut est de 220 000 Francs CFA par habitant (480 dollars), le coût par Année de vie en bonne santé estimé à 240 000 Francs CFA (510 dollars) constitue un excellent argument pour les investissements dans des interventions améliorant les services de base pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement.** Considérant que l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement apporte des avantages dans de nombreux autres domaines que simplement celui de la santé, un argument encore plus convaincant peut être avancé en faveur du traitement au point d'utilisation qui réduit le coût par AVBS à moins de 100 000 Francs CFA (208 dollars).

Une autre étude africaine<sup>14</sup> a mesuré le coût par AVBS de différentes formes d'intervention destinées à améliorer la qualité de l'eau (voir graphe ci-contre) ; ces coûts varient de 20 000 Francs CFA (46 dollars) à 60 000 Francs CFA (125 dollars) et représentent des avantages comparables à d'autres interventions sanitaires préventives comme celle effectuées contre le paludisme et le VIH/sida.

**Au Burkina Faso, les projets pour l'eau en zone urbaine ont atteint une rentabilité de 11 % à 17 %.**

**Les projets eau et assainissement ruraux ont une rentabilité de 11 à 27 % et parfois plus.**



### Les ménages sont prêts à payer pour des services dont ils voient les avantages

Des études économiques démontrent que les ménages, même les plus pauvres, sont prêts à payer pour des services d'eau et d'assainissement fiables et de qualité. Des études effectuées au Ghana par la Banque mondiale<sup>15</sup> dans les années 1990 estimaient que le montant acceptable par service eau et assainissement individuel était en moyenne pour un ménage d'environ 700 Francs CFA (1,50 dollar) par mois, ce qui équivaut en chiffres actualisés à **un montant annuel de 32 000 Francs CFA (70 dollars)<sup>16</sup> que chaque ménage était prêt à payer**. De plus, cette disposition favorable pour payer est renforcée quand l'approvisionnement en eau a des avantages qui ne se limitent pas aux usages ménagers mais s'étendent à des activités génératrices de revenus comme une petite entreprises familiale ou des activités agricoles (irrigation)<sup>17</sup>. **Ces études sur ce que les ménages sont prêts à payer montrent que l'investissement public dans ces services y stimule l'investissement des ménages ; quand des services d'eau et d'assainissement fiables sont disponibles, les ménages sont prêts à y investir eux-mêmes.**

### Les avantages intangibles de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement sont cruciaux dans les décisions des ménages

D'autres avantages de l'amélioration des services d'eau et d'assainissement qui sont rarement relevés par les études économiques sont des avantages « intangibles », ainsi baptisés à cause de la difficulté à les mesurer. On peut compter au nombre de ces avantages la dignité, le confort, l'intimité, la sécurité et l'intégration sociale. Un besoin élémentaire indéniable est celui de disposer à proximité pour déféquer d'un endroit qui assure sécurité et intimité, spécialement dans le cas des femmes, des personnes âgées, des malades et des enfants. En plus de leurs avantages pour un foyer, les installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les écoles permettent d'obtenir de meilleurs taux de scolarisation, une meilleure fréquentation de l'école et une augmentation du nombre d'élèves qui terminent leurs études ; sur les lieux de travail leur disponibilité peut améliorer la proportion de femmes dans la main-d'œuvre urbaine. **Approvisionnement en eau et assainissement favorisent donc clairement l'égalité sociale et la croissance économique.**

**Investir dans l'assainissement et l'eau peut aider le Burkina Faso à relever ses grands défis économiques ainsi qu'à améliorer la situation sanitaire.**

**Un rôle important pour le gouvernement est celui de catalyseur de l'investissement privé.**

## Conclusions et recommandations

**Investir dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement** n'est pas seulement une mesure politique populaire qui présente de grands avantages sociaux, c'est aussi **une mesure économique éminemment rationnelle**. Les études économiques montrent qu'atteindre et même dépasser les cibles des OMD pour obtenir une couverture universelle des services d'eau et d'assainissement ne contribue pas seulement à améliorer la qualité de la vie, mais aussi à apporter des avantages tangibles dans les domaines de la santé, de l'environnement et de l'économie. **L'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement apporte une importante contribution aux efforts faits pour atteindre les autres cibles définies par les OMD.**

**Les interventions dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement ont une rentabilité au moins 5 fois supérieure à la moyenne avec des taux annuels qui peuvent atteindre 20 % ou plus ; ces services sont des services de base que la population réclame et pour lesquels elle est fréquemment prête à payer – à condition qu'ils soient fiables.** Au moment de prendre la décision d'augmenter les investissements, une comparaison sérieuse des choix qui s'offrent en termes de politiques, de programmes et de technologies dans le secteur eau et assainissement peut aider les autorités à mieux répondre aux besoins de la population ; dans ce cadre, il est recommandé aux décideurs de traiter les questions suivantes :

- \* **POLITIQUE SECTORIELLE** : Appliquer **des orientations qui favorisent une augmentation de l'investissement public et privé** dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, plus spécialement ceux concernant l'assainissement où les progrès sont les plus longs à obtenir. Dans ce cadre, des campagnes de sensibilisation et de commercialisation visant à stimuler la demande de ces services de la part de la population permettront d'obtenir une augmentation de l'investissement des ménages
- \* **VIABILITÉ** : Mettre en place des fonds et des mécanismes de financement pour assurer **un fonctionnement et un entretien adéquat** afin de garantir la fiabilité des services et d'obtenir une rentabilité maximale des investissements.
- \* **ÉLARGISSEMENT** : Concentrer les efforts d'élargissement sur les services qui sont **les plus abordables et les plus viables**, les plus réclamés par la population et sur ceux qui ont démontré leurs avantages en termes de santé et d'environnement.
- \* **CIBLAGE** : Fournir un soutien supplémentaire pour améliorer **l'accès des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables** à ces services.
- \* **EFFICACITÉ MAXIMUM** : Améliorer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement offerts à la population en cherchant à **obtenir des gains de rentabilité par leur mise en œuvre à grande échelle.**

*Références disponibles auprès de l'UNICEF*

## Notes

- 1 Programme commun OMS/UNICEF (JMP) de surveillance de l'eau et de l'assainissement. Estimations des taux de couverture pour 2008, mars 2010 (disponible).
- 2 "Global costs of attaining the Millennium Development Goal (Target 10) for water supply and sanitation". Hutton G and Bartram J. Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé 86 :13-19. 2008.
- 3 "Environmental health and child survival: epidemiology, economics and experience". Acharya A, Paunio M and Ahmed K. Banque mondiale : Washington DC. 2008.
- 4 "Tracking progress on child and maternal nutrition. A survival and development priority". UNICEF. 2009.
- 5 "Economic impacts of sanitation in Southeast Asia". Hutton G, Rodriguez UE, Napitipulu L, Thang P, Kov P. Banque mondiale, Programme eau et assainissement, 2008 ; "Economic impacts of sanitation in Lao PDR". Hutton G, Larsen B, Leebouapao L, Voladet S. Banque mondiale, Programme eau et assainissement, 2009. [www.wsp.org](http://www.wsp.org)
- 6 Banque mondiale, Programme eau et assainissement [www.wsp.org](http://www.wsp.org)
- 7 Banque mondiale. Rapport d'évaluation de fin de projet concernant un crédit équivalent à 70 millions de dollars au profit de la République du Burkina Faso pour un projet d'approvisionnement en eau à Ouagadougou . 2001.
- 8 Banque mondiale. Rapport d'évaluation de fin de projet concernant un crédit équivalent à 80 millions de dollars au profit de la République du Burkina Faso pour un projet d'approvisionnement en eau en zones urbaines . 2009.
- 9 Millennium Challenge Corporation. Projet de développement des services en zones rurales. Crédit de 75 millions de dollars pour les activités de services communautaires. Juin 2006.
- 10 Ces chiffres se rapportent à la région Afrique de l'OMS, substrat épidémiologique D : "Global cost-benefit analysis of water supply and sanitation interventions". Hutton G, Haller L and Bartram J. *Journal of Water and Health* 5:481-502. 2007
- 11 "Economic and health effects of increasing coverage of low cost household drinking water supply and sanitation interventions to countries off-track to meet MDG target 10". Hutton G, Haller L and Bartram J. WHO/SDE/WSH/07.05. Organisation mondiale de la santé, Programme des Nations Unies pour le développement. 2007.
- 12 Bien que ces études présentent leurs résultats en terme d'Années de vie ajustées sur l'incapacité éliminées, elles sont présentée ici pour simplifier la présentation en termes d'Années de vie ne bonne santé obtenues.
- 13 Ces chiffres se rapportent à la région Afrique de l'OMS, substrat épidémiologique D : "Global cost-benefit analysis of water supply and sanitation interventions". Hutton G, Haller L and Bartram J. *Journal of Water and Health* 5:467-80. 2007.
- 14 "Cost-effectiveness of water quality interventions for preventing diarrhoeal disease in developing countries". Clasen T, Haller L, Walker D, Bartram J and Cairncross S. *Journal of Water and Health* 5:599-608. 2007.
- 15 "Household sanitation in Kumasi, Ghana: a description of current practices, attitudes and perceptions". Whittington D, Lauria DT, Choe K, Hughes J and Swarna V. *World Development* 21:733-48. 1993. "Household demand for improved sanitation services in Kamasi, Ghana: A contingent valuation study". Whittington D, Lauria DT, Wright AM, Choe K, Hughes JA and Swarna V. *Water Resources Research* 29:1539-60. 1993
- 16 En données corrigées tenant compte de l'évolution du dollar américain depuis 1990.
- 17 "Multiple uses of water in irrigated areas". Meinzen-Dick R and Van der Hoek W. *Irrigation and Drainage Systems* 15:93-98. 2001.